



**CHANTIER VIE MATÉRIELLE,  
EMPLOI, ESSOR ÉCONOMIQUE**

**Bilan**

**FORUM DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL 2010**

**Août 2009**

## **Avant-propos**

Ce bilan est un des cinq sur les Chantiers conduisant au Forum de développement social local 2010.

Il est conçu pour être lu de façon autonome.

Dans la mesure où le lecteur fait la lecture en continue des bilans des autres Chantiers, il constatera la redondance d'éléments d'information. Veuillez ne pas nous en tenir rigueur.

## **But et objectifs du Chantier**

Le Chantier «Vie matérielle, emploi, essor économique» est le troisième de cinq chantiers dont les travaux culmineront en un Forum de développement social local à l'hiver 2010. Amorcée lors de la journée préparatoire en mai 2008, la démarche du Forum nous permettra d'élaborer une stratégie globale visant à établir certaines conditions favorisant une meilleure qualité de vie pour la population du quartier. À la fin, nous souhaitons mettre en œuvre, à la mesure de nos moyens, des actions concertées adaptées aux réalités complexes du quartier.

La thématique du Chantier touche les questions liées à l'accès aux ressources nécessaires pour vivre dans des conditions décentes, à l'emploi et au secteur économique communautaire local. Les conditions de vie matérielles concerne l'alimentation, le logement et l'habillement. L'emploi réfère à la création d'emploi, au maintien en emploi, à l'insertion à l'emploi et au revenu. L'essor économique touche le développement économique local, l'économie sociale et l'entrepreneuriat privé et social.

Cette rencontre est le début d'un processus de planification d'actions à développer autour du secteur de la vie matérielle, de l'emploi et de l'essor économique. Lors de cette journée, nous n'avons pas l'intention d'aborder toutes les questions liées à ce secteur. Nous ne projetons pas, non plus, trouver toutes les solutions aux multiples problèmes soulevés et aux difficultés rencontrées par les intervenantEs dans leurs pratiques. Nous espérons identifier les problèmes et difficultés devant faire l'objet d'une attention particulière et définir quelques priorités d'actions favorisant la concertation et suscitant l'engagement du milieu.

Le but du Chantier est de définir des priorités d'actions concertées, qui obtiennent un engagement concret des participantEs, en vue d'améliorer la vie matérielle de la population, de favoriser la création d'emploi et de soutenir un essor économique local. Les objectifs du Chantier sont de :

1. faire état de la situation dans le secteur de la vie matérielle, de l'emploi et de l'économie ;
2. identifier les enjeux et défis que doivent relever les organismes ;
3. choisir les interventions de développement, de dépannage et/ou de support où la concertation s'avère essentielle à l'atteinte des objectifs d'amélioration des conditions de vie matérielle.

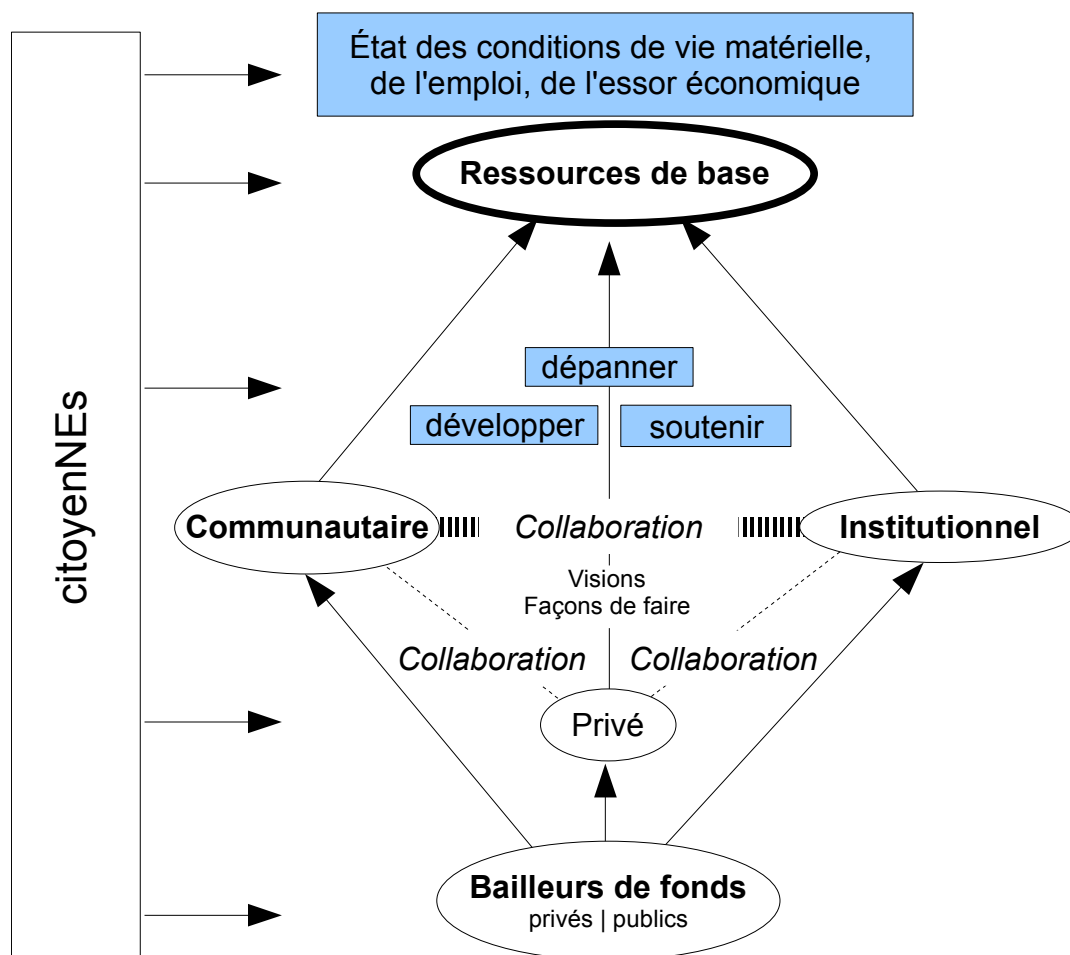
## **Cadre théorique du Chantier**

La qualité de la vie matérielle, l'emploi et l'essor économique ont un impact sur l'usage que fait la population des ressources disponibles. L'accès à un logement décent, la possibilité de s'alimenter adéquatement, occuper un emploi rémunérateur, ne pas se retrouver sans emploi ou sans revenu sont des conditions permettant une meilleure qualité de vie. Le réseau d'intervenantEs issuEs des réseaux communautaire, institutionnel et privé collaborent pour développer trois types d'intervention soit (1) développer, (2) dépanner et (3) soutenir<sup>1</sup>. Cette collaboration est déterminée par les visions et les façons de faire de chacun des réseaux, influençant ainsi les interventions pour rendre plus facile l'accès aux ressources. Des bailleurs de fonds publics (gouvernements) et privés (fondations) financent les trois réseaux. Les citoyenNEs sont impliquéEs dans le développement des interventions à tous les niveaux. Ils-elles le sont comme entrepreneurEs privés ou sociaux et comme membres de conseils d'administration ou bénévoles d'organismes (schéma 1).

---

1 Trois types d'intervention: (1) développer : planifier et mettre en œuvre des projets structurants ; (2) dépanner : aider momentanément quelqu'un en difficulté ; (3) soutenir : prendre en charge quelqu'un pour une période plus ou moins longue.

Schéma 1 Cadre théorique des interventions sur les conditions de vie matérielle, de l'emploi, de l'essor économique



## Compte rendu de la journée du Chantier

### Démarche de préparation

Nous avons soumis aux groupes deux propositions d'actions concertées afin de les inciter à nous soumettre, préalablement à la journée, leurs propositions. Le document reflétait le format dans lequel nous voulions obtenir les propositions (Annexe 1). Nous avons reçu de deux groupes quatre propositions d'actions concertées (Annexe 2). Les participantEs ont également reçu le document présentant le portrait de la vie matérielle, de l'emploi et de l'économie.

### Journée du Chantier

Le Chantier a eu lieu le jeudi 2 avril 2009 à la salle du Pavillon d'éducation communautaire. Quarante (40) personnes, venant de vingt-quatre (24) organismes, ont contribué aux travaux. Chaque participantEs a reçu un cahier contenant :

- des données socio-démographiques du quartier ;
- des données sur la vie matérielle, l'emploi et l'économie ;
- les six propositions d'actions concertées.

La journée s'est déroulée en trois parties. Nous avons débuté par la présentation d'un portrait du quartier à partir de statistiques socio-démographiques et de données sur la vie matérielle, l'emploi et l'économie. Nous avons poursuivi par l'identification d'enjeux devant être abordés de façon prioritaire. Finalement, les intervenantEs ont été appelés à formuler et prioriser des actions concertées.

### 1<sup>ère</sup> partie : Présentation du portrait

Au niveau socio-démographique, les données du recensement 2006 de Statistiques Canada permettent de constater les points suivants :

1. La population totale se stabilise.
2. La proportion hommes-femmes se renverse (plus d'hommes que de femmes).
3. Les 25-34 ans sont plus nombreux.
4. Le nombre de personnes vivant seules augmente.
5. Le nombre de personnes n'ayant pas déménagées augmente.
6. L'immigration reste faible.
7. Les personnes peu scolarisées sont encore nombreuses.
8. Le taux de chômage diminue.
9. Le taux d'activité chez les femmes progresse.
10. Le nombre de logements privés augmente.
11. La population est majoritairement locataire.
12. Le taux d'effort au loyer diminue mais reste encore élevé.
13. Le nombre de personnes vivant de transferts gouvernementaux diminue légèrement.
14. Pauvres et riches se côtoient sans se croiser.

Les données sur la vie matérielle, l'emploi et l'économie permettent de dégager les points suivants :

1. Le logement social connaît un développement appréciable.
2. Le quartier possède plus de 10% de logements sociaux.
3. Les ressources alimentaires sont inégalement réparties.
4. L'accessibilité aux fruits-légumes est faible dans le quartier.
5. Les magasins d'articles à petits prix sont nombreux.
6. Les magasins de prêts sur gage sont sources d'appauvrissement.
7. Les services de santé et sociaux emploient le plus de personnes.
8. L'offre commerciale est diversifiée.
9. Les organismes communautaires sont une force économique majeure.
10. Hochelaga-Maisonneuve, « Silicon Valley » de l'employabilité.

### 2<sup>e</sup> partie : Identification des enjeux

Pour déterminer les enjeux importants, les participantEs se sont regroupés en plusieurs petits groupes et ont identifié des enjeux sur lesquels nous devons porter une attention particulière et apporter des solutions. Nous avons identifié les problèmes ou difficultés vécus selon trois niveaux d'intervention : (1) vie matérielle, (2) emploi, (3) essor économique. Le peu de temps octroyé pour cet exercice vise à permettre l'émergence d'un portrait impressionniste des enjeux. Quarante-vingt onze (91) enjeux ont été identifiés (Annexe 3). Nous avons profité de l'arrêt du dîner pour établir la liste des énoncés.

Au Chantier précédent, nous avons effectué une catégorisation des enjeux afin d'établir une première interprétation. Suite à des critiques, nous n'avons pas répété l'expérience. Nous avons simplement distribué la liste des enjeux tels que formulés lors de l'exercice d'identification. Cette liste a servi aux participantEs d'outil pour l'élaboration d'actions concertées en atelier.

### 3<sup>e</sup> partie : Formulation et priorisation des actions concertées

Trois ateliers se sont déroulés simultanément.

#### *Atelier 1*

Des préoccupations ont été exprimées sur trois thèmes : le logement, l'alimentation, l'emploi et le transport urbain. Le logement, dont le logement social, doit devenir plus accessible pour les familles, les personnes seules et les clientèles particulières. La rénovation du cadre bâti est également une préoccupation. En alimentation, les dons alimentaires sont assurés en bonne partie par Moisson Montréal. Les groupes communautaires offrent des services pour savoir cuisiner et assurer une certaine sécurité alimentaire. Cependant, la desserte alimentaire sur le territoire est déficiente et devrait être de meilleure qualité. En emploi, il faut développer une vision d'ensemble du développement économique qui favorise l'emploi locale, établir une politique d'achat local, créer des liens entre l'emploi et le réseau scolaire. Il faut rehausser le niveau de diplomation, faire reconnaître les expériences de travail dans la diplomation et valoriser le parcours scolaire. Cela peut passer par une continuité dans les différentes étapes scolaires en offrant du soutien, en facilitant le placement en emploi... Le transport urbain est une préoccupation au niveau économique car nous pourrions développer un circuit touristique créateur d'emploi.

La proposition de revitaliser le Sud-Ouest du quartier suscite de l'intérêt. Elle suggère l'établissement d'un plan d'ensemble intégré et diversifié, ouvert sur la communauté qui allie le développement du logement, des services de proximité et de l'agriculture urbaine.

#### *Atelier 2*

Plusieurs actions concernant l'alimentation ont été discutées :

1. Amener plus de maraîchers au marché Maisonneuve pendant le période estivale afin d'augmenter la concurrence et ainsi inciter une baisse du prix des fruits et légumes ;
2. Interpeller les SDC sur les projets d'économie sociale en alimentation ;
3. Éduquer les citoyenNEs sur le fait de manger plus de fruits et légumes. Promouvoir dans ce sens les jardins communautaires et l'agriculture urbaine.

Pour augmenter le taux d'emploi dans le quartier, il faut favoriser l'embauche locale et sensibiliser les entreprises à embaucher les gens du quartier qui n'ont pas nécessairement les diplômes mais qui ont des expériences. Il faut allier travail-études et reconnaître la qualification de la main-d'œuvre. Il ne faut pas oublier de reconnaître la contribution sociale des personnes qui ne peuvent être en emploi.

#### *Atelier 3*

Deux grands défis ont été soulevés : l'engagement traditionnel du quartier envers les personnes à faible revenu et la concertation. Il faut prioriser l'amélioration des conditions de vie des populations à faible revenu, accentuer leur sentiment de fierté. Pour atteindre cet objectif, il faut développer des actions concertées, choisir une priorité de quartier et s'unir autour de projets communs. On a des ressources, il faut les utiliser mieux et davantage.

D'autres problèmes ont été abordés. La desserte alimentaire est déficiente. Le quartier connaît une problématique d'insalubrité des logements, de détérioration du cadre bâti, de conversion de logement en condo. Il faut limiter par la réglementation la conversion du cadre bâti et favoriser la rénovation tout en assurant le maintien dans les lieux et le coût du loyer. La création d'emploi ne favorise pas l'embauche locale. Il faut sensibiliser les entreprises à engager les gens du quartier. La fermeture des

églises des paroisses St-Clément et St-Nom-de-Jésus peuvent susciter le développement de projets pouvant améliorer les conditions de vie des gens.

Trois projets de revitalisation ont été discutés : (1) îlots-villages communautaires dans le Sud-Ouest qui mobilisent les groupes communautaires et la population, (2) grappes dans le secteur de la transformation alimentaire dans le Nord-Est pour favoriser le développement de l'emploi et (3) un circuit touristique dans le Pôle Maisonneuve.

### *Synthèse des trois ateliers*

L'amélioration des conditions de vie et de travail est encore, malgré les progrès réalisés depuis plusieurs années, un grand enjeu et soulève des défis importants. Le logement, l'alimentation, l'emploi ont été les sujets les plus abordés. Les actions suivantes ont été discutées :

1. augmenter l'offre de fruits et légumes;
2. améliorer la desserte et la qualité de l'offre alimentaire dans le quartier;
3. favoriser l'achat local;
4. accroître le niveau d'embauche locale;
5. revitaliser le sud-ouest du quartier;
6. hausser la qualification de la main-d'œuvre locale, mieux articuler le rapport entre le travail et les études;
7. reconnaître les acquis, les expériences et la contribution sociale de tous et toutes;
8. développer une grappe d'entreprises en transformation alimentaire dans le nord-est du quartier;
9. proposer à la STM l'implantation d'un circuit touristique dans le pôle Maisonneuve;
10. réaliser un projet structurant pour la communauté et revitalisant pour le quartier.

## **Bilan de la rencontre**

Nous avons pour but de définir des priorités d'actions concertées qui obtiennent un engagement concret des participantEs, en vue d'améliorer la vie matérielle, l'emploi et favoriser l'essor économique. Les ateliers ont identifié de façon consensuelle des actions potentielles qui devront faire l'objet de discussions plus approfondies dans le cadre du Forum. Ces actions visent à revitaliser des zones du quartier (Sud-Ouest, Nord-Est et le pôle Maisonneuve), à réaliser des projets structurants en sécurité alimentaire, à favoriser le développement de l'emploi et améliorer les conditions de logement.

Nous souhaitons, dans le cadre des ateliers, que les participantEs s'engagent concrètement dans la réalisation d'une priorité. L'exercice a démontré que la concertation devant susciter un engagement concret est un défi en soi et que les organismes doivent s'approprier adéquatement la priorité et éventuellement la prévoir dans la planification de leur travail. C'est un processus exigeant pour les intervenantEs. Il demande l'établissement de collaborations qui sollicitent dans un premier temps davantage de disponibilité et exigent une révision d'habitudes déjà bien établies. Sans qu'il y ait eu d'engagement formel, plusieurs intervenants manifestent un intérêt plus grand à développer des actions concertées. Quelques participantEs ont déposé au Chantier des propositions qui ont été discutées.

Nous avons par ailleurs atteint plusieurs des objectifs de la rencontre. Nous avons produit un portrait sommaire de la vie matérielle, de l'emploi et de l'essor économique dans le quartier. L'activité de définition des enjeux, fort dynamique, a permis d'en définir un nombre important (91). L'activité d'élaboration d'actions concertées a été remplacée par une discussion sur les enjeux identifiés dans les ateliers. Une action concertée discutée au Chantier « Environnement physique et naturel » a une deuxième fois fait l'objet de discussion : revitaliser le sud-ouest du quartier.

## Annexe 1 Propositions d'actions concertées

Afin de vous préparer au Chantier Vie matérielle, emploi, essor économique, nous proposons une démarche préalable d'élaboration de propositions d'actions concertées. Nous vous en présentons deux qui ont déjà fait l'objet de discussions dans le quartier. Si vous avez d'autres propositions, envoyez-nous les sous la forme d'un tableau (exemple ci-dessous).

Une action concertée contient les éléments suivants :

- une réalisation vérifiable (but-objectifs) ;
- les personnes ou groupes à qui s'adresse l'action ;
- une instance responsable pour la mise en œuvre ;
- les partenaires souhaités pour la réalisation ;
- un délai de réalisation (facultatif).

### CDLCHM

Enjeu	La zone sud-ouest (Pie-IX, Sainte-Catherine, Voie-ferrée, Ontario) est une partie du quartier qui est fortement dévitalisée: taux de défavorisation élevé, mobilier urbain détérioré, perte de sécurité, etc.
But	<b>Revitaliser le sud-ouest du quartier</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rassembler les partenaires intéressés à la revitalisation du secteur sud-ouest du quartier.</li> <li>2. Créer un comité de citoyenNes.</li> <li>3. Faire le portrait de la situation sociale et économique de cette zone.</li> <li>4. Élaborer un plan de revitalisation.</li> <li>5. Identifier les acteurs qui vont mettre en œuvre les objectifs du plan.</li> <li>6. Faire le suivi des actions et en évaluer les résultats</li> </ol>
Responsable	Comité de revitalisation du sud-ouest
Partenaires	CDLCHM, CDEST, Arrondissement, CSDM, groupes communautaires, SDC Ontario et Sainte-Catherine, etc...

### CDLCHM

Enjeu	L'offre de fruits et de légumes est déficiente dans plusieurs zones du quartier.
But	<b>Augmenter l'offre et la demande de fruits et de légumes dans le quartier</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire une campagne de promotion sur l'importance de manger régulièrement des fruits et légumes.</li> <li>2. Sensibiliser les dépanneurs et marchés d'alimentation sur l'importance d'améliorer leur offre de fruits et légumes.</li> <li>3. Favoriser la création de jardins communautaires dans les zones n'en possédant pas.</li> <li>4. Faire la promotion de l'agriculture soutenu par la communauté.</li> </ol>
Responsable	Coalition sur l'alimentation Hochelaga-Maisonneuve
Partenaires	CDLCHM, CLSC, SDC Ontario et Sainte-Catherine, etc

### **Annexe 3 Identification des enjeux selon les trois types d'intervention**

Nous ne sommes pas intervenus sur le libellé des enjeux. Lors de l'exercice d'identification des enjeux, 91 énoncés ont été identifiés. Nous vous énumérons les enjeux regroupés en fonction des trois types d'intervention : (1) Vie matérielle, (2) Emploi et (3) Essor économique.

#### **Vie matérielle**

1. Beaucoup de commerces et magasins, mais il manque des commerces offrant des produits de meilleure qualité.
2. Il manque de concurrence et de produits de qualité au marché Maisonneuve.
3. Mauvaise récupération des denrées par les marchés d'alimentation.
4. Disproportion entre le coût des aliments sains par rapport aux « aliments vides ».
5. Accessibilité aux produits laitiers en priorité avant les fruits et légumes.
6. Disponibilité alimentaire: 1 repas par jour pour tous et toutes.
7. Alimentation : éducation populaire et disponibilité des outils (site web et documentation).
8. Exagération des critères d'obtention du dépannage alimentaire. C'est intrusif.
9. Jugement des organismes de dépannage quant à l'attribution du dépannage.
10. Manque d'information des groupes et des gens sur la façon d'obtenir du dépannage alimentaire.
11. Manque de concertation dans le secteur de la sécurité alimentaire.
12. Les dons alimentaires diminuent donc il faut prévoir les impacts.
13. Moisson Montréal : Boîtes de fruits-légumes. Est-ce que les personnes vont pouvoir se les procurer ? Augmenter l'offre de fruits-légumes.
14. Manque de diversité commerciale au niveau des fruits-légumes.
15. Manque criant de cuisines collectives et de groupes d'achats.
16. Alimentation : accessibilité au niveau du coût et de la géographie.
17. Alimentation : intervention scolaire au niveau primaire et secondaire.
18. Temps pour cuisiner pour la famille à faible revenu.
19. Alimentation : transport en commun dessert mal les lieux. Manque d'accessibilité.
20. Favoriser une implication des partenaires dans la distribution alimentaires (dons d'Équiterre, « Bonne Boîte, Bonne Bouffe »).
21. Insalubrité des logements.
22. Rénover le parc locatif privé et maintien du coût de loyer abordable.
23. Charte des droits, logement décent, alimentation, reconnaître les besoins essentiels.
24. Liste d'attente pour HLM.
25. Logement : le coût des loyers, la salubrité, le ratio condo – logements sociaux.
26. Sensibilisation auprès des propriétaires sur le taux des loyers.
27. Insalubrité des loyers : que la Ville applique plus sévèrement les règlements d'inspection.
28. Manque de logements sociaux : 2100 ménages demandeurs, principalement des personnes seules et des familles.
29. Personnes résidentes en chambre ont souvent des problèmes de santé mentale et on abuse facilement d'eux.
30. Accessibilité aux personnes immigrantes et aux familles nombreuses de trois enfants et plus.
31. Non-reconnaissance de la spécificité communautaire par les sociétés de développement commercial, ce qui nuit au niveau des loyers, des taxes, du rayonnement, des baux commerciaux,...
32. Manque de logements sociaux (HLM et coop) et autres réellement abordables.
33. Vétusté et insalubrité des logements, des HLM et même des locaux commerciaux. Cadre bâti

- insalubre.
34. Favoriser l'acquisition d'immeubles par le communautaire.
  35. Coût du loyer trop élevé.
  36. Insalubrité des logements et mauvaise isolation. Détérioration.
  37. Maisons de chambres : abus, coût des pratiques de gestion, insalubrité, exploitation financière.
  38. Logement : accessibilité, logement pour familles nombreuses, garder les familles immigrantes.
  39. Décontamination des terrains.
  40. Réponse aux besoins des chambreurs.
  41. Améliorations locatives dans le Sud-Ouest.
  42. Nettoyer le mobilier urbain.

## **Emploi**

1. Valorisation de la formation professionnelle manuelle.
2. Qualification de la main-d'œuvre.
3. Qualification scolaire des citoyens.
4. Informer les citoyenNEs sur les alternatives.
5. Augmenter l'offre de services d'orientation.
6. Manque de connaissance des gens sur les parcours scolaires, services d'aide...
7. Emploi : décrochage scolaire, non-valorisation du parcours scolaire et de la qualification. Haut taux d'analphabétisme.
8. Favoriser la reconnaissance des acquis et des compétences.
9. Rétenion dans le quartier des personnes auprès de qui les organismes font du travail en employabilité.
10. Proposition d'embauche locale.
11. Embauche des gens du quartier.
12. Politiques d'embauche plus flexible pour les gens éloignés du marché du travail.
13. Embauche locale.
14. Emplois perdus par des emplois de moindre qualité.
15. Comment conserver les emplois que l'on a déjà ?
16. Emplois subventionnés et programmes de pré-employabilité ont comme conséquence le maintien dans la pauvreté et la précarité.
17. Majorité d'emplois précaires au salaire minimum dans le quartier.
18. Veille sur les difficultés des entreprises par un plan d'action-prévention pour éviter la perte d'emploi.
19. Attirer de nouvelles entreprises dans le secteur Est (terrains l'Assomption) pour des entreprises à haute intensité de main-d'œuvre.
20. Trouver des secteurs économiques à développer (ex: les grappes industrielles).
21. Incitatifs d'achat local.
22. Revenu décent.
23. Peu de places en CPE pour familles monoparentales à faible revenu.
24. Revenus trop faibles et précaires : prestations trop faibles.
25. Soutien des employeurs pour développer des projets de plateaux de travail en lien avec la formation (stage travail-études).

## **Essor économique**

1. Soutien aux groupes et entreprises qui accueillent des personnes dans le cadre d'un travail adapté.

2. Multiplication de fonctions, mixité des commerces, des services.
3. Expérimentation de pratiques alternatives en synergie avec les lieux rassembleurs.
4. Sous-financement et précarité du milieu communautaire. Cela limite les services et les activités pour la population.
5. Identifier des grappes d'emploi pour les clientèles peu scolarisées.
6. Faire reconnaître Hochelaga-Maisonneuve comme pépinière d'économie sociale et communautaire.
7. Enjeu : développer l'intérêt à apprendre avec une formation en pré-employabilité. Développer les habilités.
8. Mise en commun d'expertises.
9. Créer des ponts entre le privé et le social lors d'une crise : opportunité de création de nouvelles organisations.
10. Réflexion stratégique et concertation sur les pistes d'avenir.
11. Association avec les entreprises. Ex : favoriser l'embauche locale au Port de Montréal.
12. Maintien à domicile (ressources dédiées) : création d'emploi et lien avec les mesures gouvernementales.
13. Reconnaissance sociale différente d'un emploi.
14. Emplois adaptés et valorisants pour les personnes ayant des problématiques particulières.
15. Manque d'emplois qui respectent le rythme et l'estime des gens.
16. Pas d'arrimage entre les écoles de formation et les emplois spécialisés.
17. Faire une règle générale avec l'exigence du diplôme de secondaire V.
18. Faire la promotion de l'embauche locale.
19. Création d'emploi local dans le cadre du développement de la rue Notre-Dame (partenaires locaux, stratégie d'inclusion).
20. Manque de lien entre le Port de Montréal et le quartier.
21. Information sur les changements opérés par le gouvernement dans l'émission des chèques des prestations.
22. Pression de quartier sur les institutions financières pour l'ouverture des comptes.
23. Manque de vision et de planification à long terme dans le développement économique.
24. Maintien d'un « no-man's-land » dans la portion sud-ouest.

## Annexe 2 Propositions d'actions concertées déposées par des organismes.

### *Centre d'éducation des femmes – La Marie Debout*

Enjeu	
But	<b>Réaliser un projet structurant pour la communauté et revitalisant pour le quartier</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réunir les groupes communautaires complémentaires et Affinitaires afin de développer un projet d'îlot qui sera au service de tousTes les citoyenNEs.</li> <li>2. Assurer la pérennité des groupes communautaires du quartier.</li> <li>3. Assurer à tousTes les citoyenNEs (femmes, personnes à mobilité réduites, diversité culturelle, familles, aînéEs...) un milieu de vie sécuritaire et accessible.</li> </ol>
Responsables	CDLCHM, La Marie Debout, GRT Bâtir son quartier, CDEST, TANDEM, ÉluEs.
Partenaires	Les groupes communautaires à vocation de développement locatif, SHAPEM.

### *CDEST*

Enjeu	Faible qualification de la main-d'œuvre locale
But	<b>Hausser la qualification de la main-d'œuvre locale</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rassembler les partenaires locaux concernés par la problématique.</li> <li>2. Créer un comité en employabilité.</li> <li>3. Identifier et renouveler les stratégies de promotion de la filière de qualification auprès de la population visée pour un rehaussement de qualification.</li> <li>4. Aviser et influencer les instances gouvernementales sur les besoins de qualification de notre population.</li> <li>5. Identifier et promouvoir des stratégies d'apprentissage expérientiel en milieu de travail.</li> </ol>
Responsables	CDEST, CJE Hochelaga-Maisonneuve.
Partenaires	Comité persévérance scolaire, Collège Maisonneuve, CSDM, CDLCHM, Emploi Québec, entreprises du territoire.

### *CDEST*

Enjeu	Niveau d'embauche locale
But	<b>Accroître le niveau d'embauche locale</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rassembler les partenaires locaux concernés par la problématique.</li> <li>2. Créer un comité en employabilité.</li> <li>3. Analyser la situation de l'embauche locale sur le territoire.</li> <li>4. Établir des cibles d'intervention.</li> <li>5. Interpeller les entreprises locales sur cette question.</li> <li>6. Identifier et promouvoir des stratégies visant l'embauche locale.</li> </ol>
Responsables	CDEST, CJE Hochelaga-Maisonneuve.
Partenaires	Comité persévérance scolaire, Collège Maisonneuve, CSDM, CDLCHM, Emploi Québec, entreprises du territoire.

*CDEST*

Enjeu	Déserte du service local de transport en commun et secteur touristique peu valorisé.
But	<b>Accroître la fréquentation dans le quartier par les visiteurs du pôle Maisonneuve</b>
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Proposer à la STM un projet de trajectoire touristique en bus vers le pôle Maisonneuve.</li><li>2. Solliciter l'appui des gestionnaires des installations situées dans le Pôle Maisonneuve : Impact de Montréal, RIO, Museum nature...</li><li>3. Créer un comité de promoteurs du projet.</li></ol>
Responsables	CDEST, CJE Hochelaga-Maisonneuve.
Partenaires	CDLCHM, gestionnaire des installations situées au Pôle Maisonneuve.